

EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

50 ANS D'ACTIVITÉ

La Cour européenne des droits de l'homme
en faits et chiffres

EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Préparé par l'Unité des Relations publiques de la Cour, ce document ne lie pas la Cour. Il vise à fournir des informations générales sur la manière dont la Cour fonctionne.

Pour de plus amples informations, se référer aux documents produits par le greffe disponibles sur le site Internet **www.echr.coe.int**.

La Convention européenne des droits de l'homme a 60 ans

La Convention européenne des droits de l'homme, traité international élaboré au sein du Conseil de l'Europe, a été ouverte à la signature à Rome en 1950 et est entrée en vigueur en 1953. L'importance de la Convention réside non seulement dans l'étendue des droits fondamentaux qu'elle protège, mais aussi dans le mécanisme de protection établi à Strasbourg pour examiner les violations alléguées et veiller au respect par les Etats de leurs obligations découlant de la Convention. Ainsi, en 1959, la Cour européenne des droits de l'homme a été instituée.

Dans le système mis en place à l'origine, trois institutions étaient chargées de faire respecter les engagements pris par les Etats contractants: la Commission européenne des Droits de l'Homme, la Cour européenne des droits de l'homme et le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Toutes les requêtes introduites en vertu de la Convention, par les requérants individuels et par les Etats contractants, faisaient l'objet d'un examen préliminaire par la Commission qui décidait de leur recevabilité. Si un grief était déclaré recevable, et à défaut d'un règlement amiable, la Commission rédigeait un rapport dans lequel elle constatait les faits et formulait un avis non obligatoire sur le fond de l'affaire. La Commission et/ou le gouvernement d'un Etat intéressé pouvaient alors saisir la Cour afin d'obtenir un arrêt définitif et contraignant. Si l'affaire n'était pas déférée à la Cour, c'était le Comité des Ministres qui se prononçait.

Depuis l'entrée en vigueur du Protocole n° 11, le 1^{er} novembre 1998, les deux premières institutions ont été remplacées par une Cour européenne des droits de l'homme unique que les particuliers peuvent saisir directement.

En un demi-siècle, la Cour a rendu plus de 12 000 arrêts. Ses arrêts, qui sont obligatoires pour les Etats concernés, conduisent les gouvernements à modifier leur législation et leur pratique administrative dans de nombreux domaines. La jurisprudence de la Cour fait de la Convention un instrument dynamique et puissant pour relever les nouveaux défis et consolider l'Etat de droit et la démocratie en Europe.

La Cour a son siège à Strasbourg, dans le Palais des droits de l'homme conçu par l'architecte britannique Richard Rogers. Depuis 50 ans, la Cour veille au respect des droits de l'homme de 800 millions d'européens dans les 47 Etats qui ont ratifié la Convention.

Repères historiques

21 janvier 1959

Première élection des membres de la Cour européenne des droits de l'homme par l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe

23-28 février 1959

Première session de la Cour

20 avril 1959

Installation solennelle de la Cour à l'occasion de la célébration du dixième anniversaire du Conseil de l'Europe

15-16 septembre 1959

La Cour procède à l'élection de son Président, Lord McNair, de son Vice-Président, René Cassin et de son Greffier, Polys Modinos

18 septembre 1959

La Cour adopte son Règlement

14 novembre 1960

La Cour rend son premier arrêt : *Lawless c. Irlande*

1^{er} novembre 1998

Entrée en vigueur du Protocole n° 11 à la Convention mettant en place « la nouvelle Cour »

13 mai 2004

Ouverture à la signature du Protocole n° 14 amendant le système de contrôle de la Convention

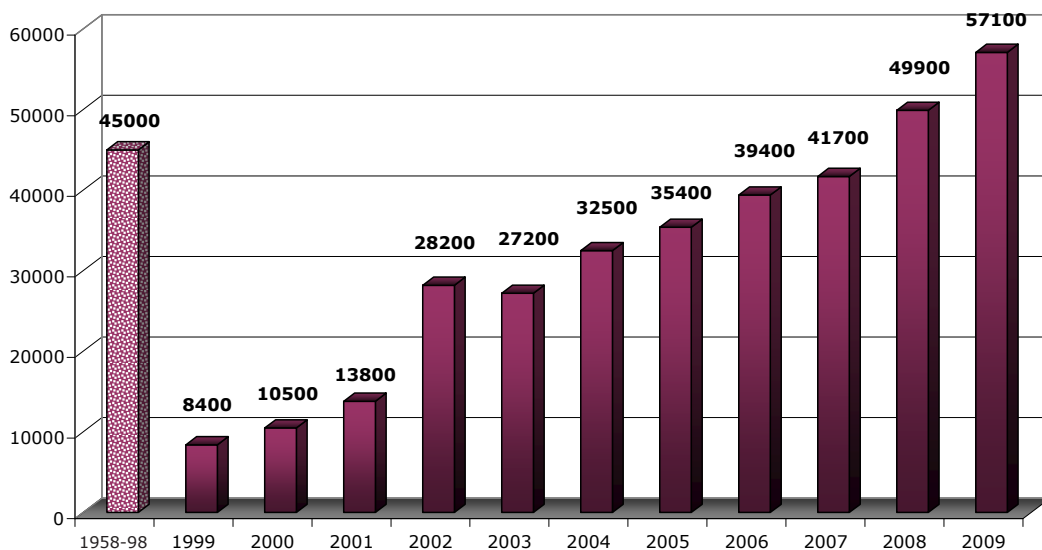
18 septembre 2008

La Cour rend son 10 000^{ème} arrêt

1^{er} octobre 2009

Entrée en vigueur du Protocole n° 14bis dont l'objet est d'améliorer la capacité de la Cour à traiter le nombre croissant de requêtes.

Requêtes attribuées à une formation judiciaire



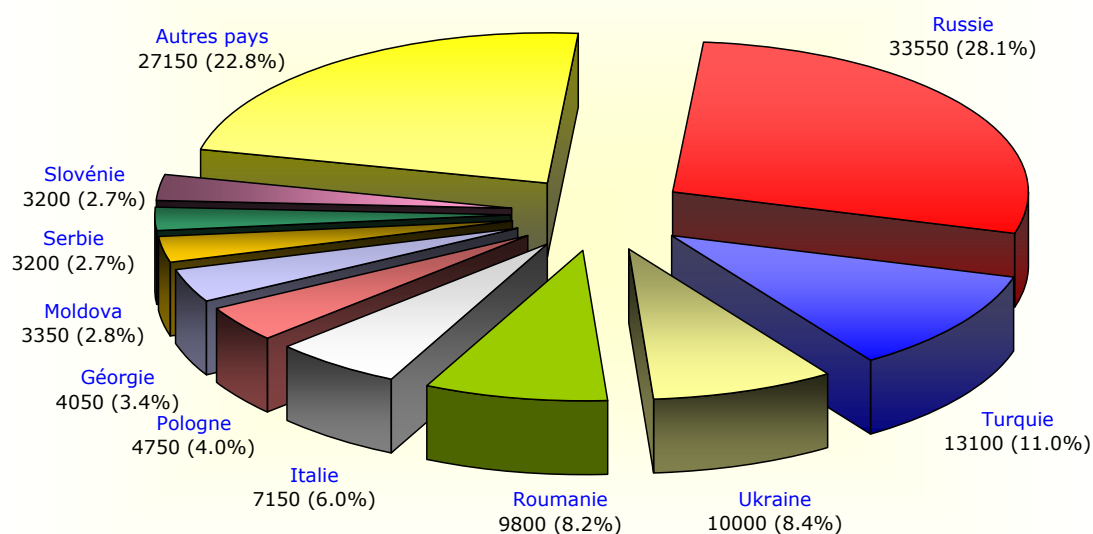
au 01.01.2010

Les requêtes attribuées à une formation judiciaire sont celles pour lesquelles la Cour a reçu un formulaire dûment complété accompagné de copies de documents pertinents. Ces requêtes feront l'objet d'un examen par un comité ou une chambre de la Cour. Ne sont pas comptées dans ces chiffres les requêtes qui sont au stade préjudiciaire (dossier incomplet).

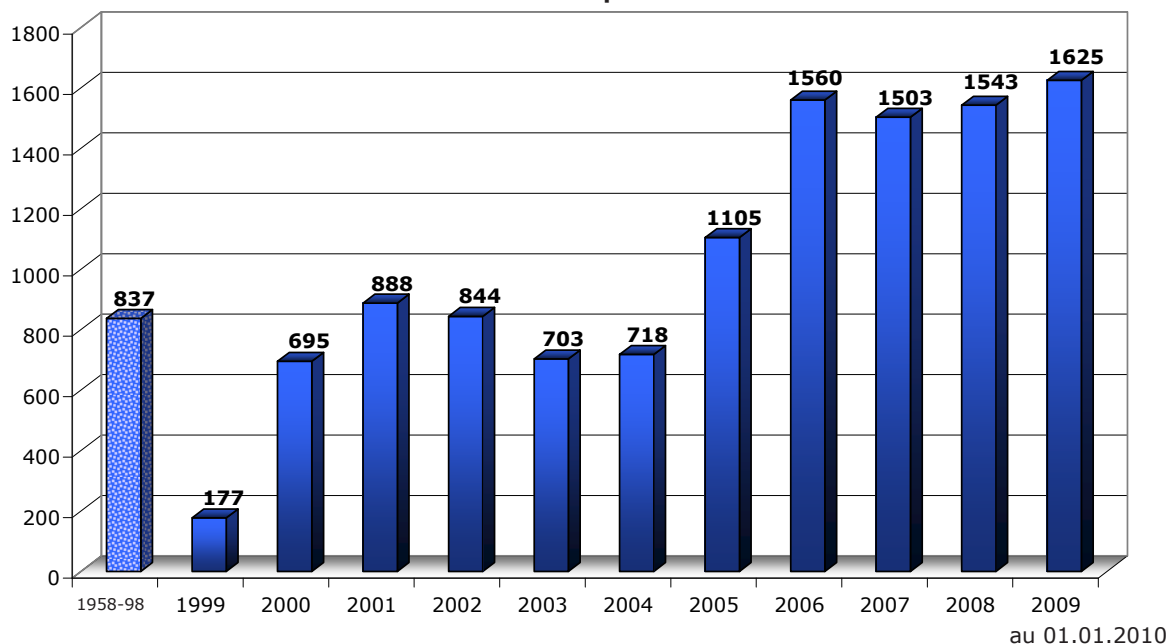
Affaires pendantes devant une formation judiciaire

Environ 119 300 affaires étaient pendantes devant une formation judiciaire au 1^{er} janvier 2010. Plus de la moitié de ces affaires étaient dirigées contre quatre pays : la Russie, la Turquie, l'Ukraine et la Roumanie.

au 01.01.2010



Arrêts rendus par la Cour



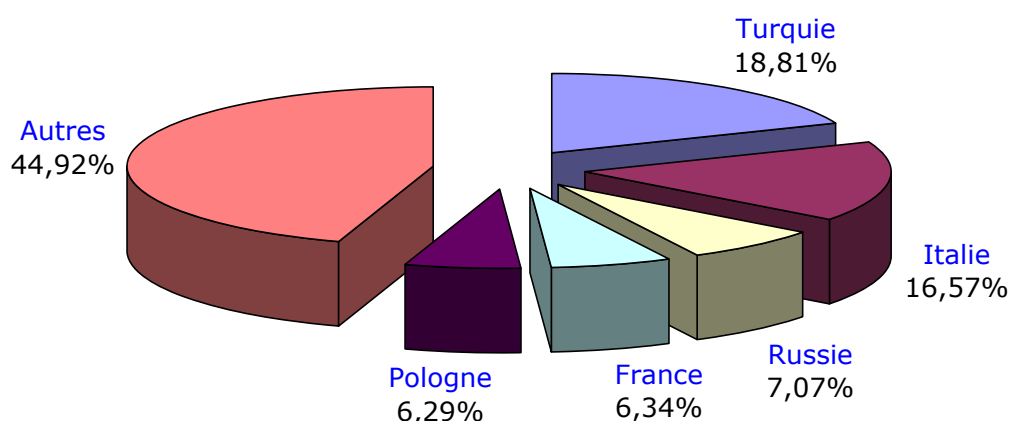
Depuis la réforme du système de la Convention le 1^{er} novembre 1998, la Cour connaît une augmentation considérable de sa charge de travail. A peine dix ans après cette réforme, la Cour a rendu son 10 000^{ème} arrêt. Sa productivité est telle que plus de 90 % des arrêts rendus par la Cour depuis sa création en 1959 l'ont été entre 1998 et 2009.

Ces dernières années, la Cour s'est consacrée à l'examen d'affaires complexes et a décidé de joindre certaines requêtes posant des problèmes juridiques similaires afin de les examiner conjointement. Ainsi, bien que le nombre d'arrêts ait ralenti sa progression, la Cour a terminé l'examen d'un plus grand nombre de requêtes.

Arrêts de violation par Etat

1959-2009

au 01.01.2010

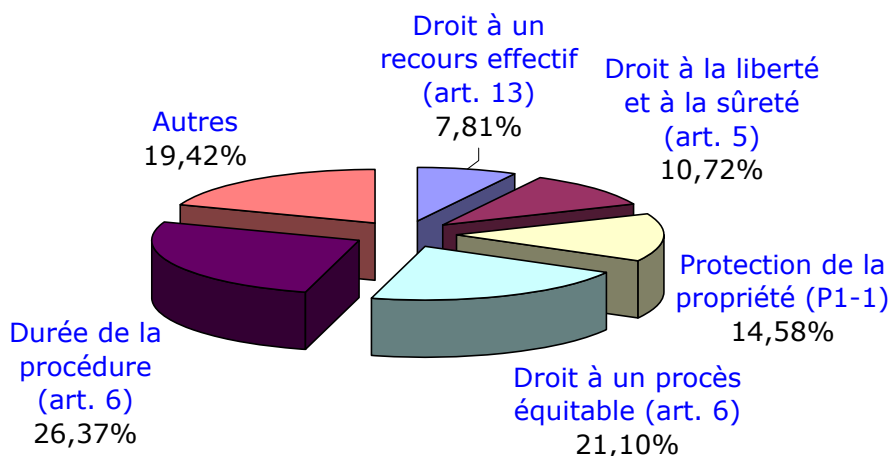


Plus de la moitié des arrêts rendus par la Cour concernent quatre des 47 pays membres du Conseil de l'Europe, à savoir la Turquie (2 295), l'Italie (2 021), la Russie (862) et la France (773). Sur le nombre total d'arrêts depuis sa création en 1959, dans plus de 83 % des cas, la Cour a au moins constaté une violation de la Convention et condamné l'Etat défendeur.

Objet des arrêts de violation rendus par la Cour

1959-2009

au 01.01.2010



Dans près de la moitié des arrêts de violation rendus depuis sa création, la Cour a conclu à la violation de l'article 6 de la Convention, qu'il s'agisse d'équité ou de durée de procédure. Par ailleurs, 62 % des violations constatées par la Cour concernaient l'article 6 (droit à un procès équitable) et l'article 1 du Protocole n°1 (protection de la propriété). Enfin, dans près de 9 % des cas, la Cour a conclu à une violation grave de la Convention concernant le droit à la vie ou l'interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants (articles 2 et 3 de la Convention).

Exemples d'arrêts rendus par la Cour

Article 2 droit à la vie

- Tirs de policiers ayant entraîné le décès de membres de l'IRA, soupçonnés de préparer un attentat terroriste à Gibraltar – violation
McCann et autres c. Royaume-Uni, 27 septembre 1995
- Fusillades en Irlande du Nord et absence d'enquête effective – violation.
McKerr c. Royaume-Uni, 4 mai 2001
- Disparitions à la suite de l'occupation de Chypre par la Turquie et absence d'enquête effective – violation.
Chypre c. Turquie, 10 mai 2001
- Refus de prendre l'engagement de ne pas poursuivre un mari si celui-ci aidait son épouse à se suicider – non-violation.
Pretty c. Royaume-Uni, 29 avril 2002
- Décès à la suite d'une explosion dans une déchetterie située à proximité d'un bidonville – violation.
Öneryıldız c. Turquie, 30 novembre 2004

- Bombardement d'un convoi de civils et d'un village en Tchétchénie – violation.
Issaïeva, Youssoupova et Bazaïeva c. Russie et Issaïeva et autres c. Russie, 24 février 2005
- Homicides perpétrés par des soldats en Tchétchénie – violation.
Khachiev et Akaïeva c. Russie, 24 février 2005
- Homicide par la police militaire de deux appelés roms et absence d'enquête effective – violation.
Natchova et autres c. Bulgarie, 6 juillet 2005
- Décès d'un sidéen en cellule de dégrisement au commissariat de police – violation.
Tais c. France, 1er juin 2006
- Absence de protection par la police des enfants de la requérante, qui ont été tués par leur père – violation.
Kontrová c. Slovaquie, 31 mai 2007
- Disparition en Tchétchénie du fils de la requérante après qu'un officier russe eut

Exemples
d'arrêts
rendus par
la Cour

donné l'ordre de le tuer et absence d'enquête effective – violation.

Bazorkina c. Russie, 27 juillet 2007

- Décès par asphyxie lente d'un jeune homme immobilisé au sol par la police, face contre terre et menotté – violation.

Saoud c. France, 9 octobre 2007

Article 3 **interdiction de la torture et** **des traitements inhumains** **ou dégradants**

interdiction de la torture

- Torture pendant une garde à vue – violation.

Selmouni c. France, 28 juillet 1999

- Torture infligée à un leader de l'opposition et absence d'enquête effective – violation.

Mammadov (Jalaloglu) c. Azerbaïdjan, 11 janvier 2007

- Torture du fait de l'alimentation de force d'un détenu ayant entamé une grève de la faim pour protester contre ses conditions de détention – violation.

Ciorap c. Moldova, 19 juin 2007

interdiction des traitements inhumains **ou dégradants**

- Traitements infligés à des détenus en Irlande du Nord – violation.

Irlande c. Royaume-Uni, 18 janvier 1978

- Condamnation pour voies de fait à un châtimement corporel consistant en trois coups de verge – violation.

Tyrer c. Royaume-Uni, 25 avril 1978

- Décision d'extrader le requérant vers les Etats-Unis où il risque la peine de mort pour assassinat – violation.

Soering c. Royaume-Uni, 7 juillet 1989

- Décision des services sociaux de ne pas prendre en charge des enfants dont on savait qu'ils étaient victimes de négligence de la part de leurs parents – violation.

Z. et autres c. Royaume-Uni, 10 mai 2001

- Conditions générales de détention – violation.

Kalachnikov c. Russie, 15 juillet 2002

- Refus de libérer un détenu souffrant d'une maladie en phase terminale, et conditions de détention, notamment mise de menottes à l'intéressé – violation.

Mouisel c. France, 14 novembre 2002

- Surpopulation en détention, confinement et insuffisance de nourriture et d'eau – violation.

Kadiķis c. Lettonie (n° 2), 4 mai 2006

- Maintien prolongé du requérant, soupçonné d'actes de terrorisme, en régime d'isolement – non-violation.

Ramirez Sanchez c. France, 4 juillet 2006

- Administration de force d'un émétique à un trafiquant de stupéfiants en vue de recueillir un sachet de drogue qu'il avait avalé – violation.

Jalloh c. Allemagne, 11 juillet 2006

- Détention et expulsion d'une fillette de cinq ans – violations.

Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga c. Belgique, 12 octobre 2006

- Conditions de détention d'un détenu souffrant de troubles mentaux – violation.

Dybeku c. Albanie, 18 décembre 2007

- Risque de mauvais traitements en cas d'expulsion vers la Tunisie d'un terroriste jugé par contumace – violation.

Saadi c. Italie, 28 février 2008

- Obligation d'effectuer son service militaire à l'âge de 71 ans – violation.

Taştan c. Turquie, 4 mars 2008

Article 4 **interdiction de l'esclavage et** **du travail forcé**

- Obligation, pour un avocat stagiaire, de défendre gratuitement un prévenu – non-violation.

Van der Musselle c. Belgique, 23 novembre 1983

- Caractère inadéquat du droit français visant à empêcher « l'esclavage domestique » – violation.

Siliadin c. France, 26 juillet 2005

Article 5 **droit à la liberté et à la** **sûreté**

- Internement de vagabonds dans des refuges – violation.

De Wilde, Ooms et Versype c. Belgique, 18 novembre 1970

- Refus de libérer le requérant à la suite de son acquittement – violation.

Assanidzé c. Géorgie, 8 avril 2004

- Placement d'un séropositif en isolement obligatoire en raison d'un risque de contamination – violation.

Enhorn c. Suède, 25 janvier 2005

- Prolongation automatique d'une détention provisoire – violation.

Svipsta c. Lettonie, 9 mars 2006

- Contournement d'une loi sur la durée maximale de la détention par un nouveau placement de la personne en détention dix minutes après sa libération – violation.

John c. Grèce, 10 mai 2007

Article 6 **droit à un procès équitable**

- Impossibilité pour un détenu de consulter un avocat pour tenter une action en diffamation contre un gardien de prison – violation.

Golder c. Royaume-Uni, 21 février 1975

- Refus d'admettre la représentation d'une partie lorsqu'elle n'est pas elle-même présente – violation.
Van Geyseghem c. Belgique, 21 janvier 1999
- Requérants condamnés pour avoir refusé de répondre aux questions de la police – violation.
Heaney et McGuinness c. Irlande et Quinn c. Irlande, 21 décembre 2000
- Civils jugés par des tribunaux militaires dans le nord de Chypre – violation.
Chypre c. Turquie, 10 mai 2001
- Incidence sur la présomption d'innocence de déclarations faites par un juge à la presse – violation.
Lavents c. Lettonie, 28 novembre 2002
- Absence d'impartialité d'un juge au motif que son mari était endetté envers une des parties – violation.
Pétur Thór Sigurdsson c. Islande, 10 avril 2003
- Incidence d'une campagne médiatique sur l'impartialité d'un tribunal – non-violation.
Craxi c. Italie (n° 2), 17 juillet 2003
- Requérant déclaré coupable avant que sa culpabilité n'ait été légalement établie – violation.
Matijašević c. Serbie, 19 septembre 2006
- Manque d'impartialité d'un juge intervenu antérieurement dans la procédure en tant qu'expert pour l'adversaire des requérants – violation.
Švarc et Kavnik c. Slovaquie, 8 février 2007
- Utilisation au cours d'un procès de déclarations faites sous la torture par l'accusé et par des témoins – violation.
Haroutounian c. Arménie, 28 juin 2007
- Obligation pour le propriétaire d'un véhicule de fournir des informations en vue d'identifier le conducteur de la voiture dans le cadre de poursuites – non-violation.
O'Halloran et Francis c. Royaume-Uni, 29 juin 2007
- Législation pénale interdisant les relations sexuelles entre hommes – violation.
Dudgeon c. Irlande, 22 octobre 1981
- Imprécision de la loi française relative aux écoutes téléphoniques – violation.
Kruslin et Huvig c. France, 24 avril 1990
- Nuisances causées par une station d'épuration installée à quelques mètres de la maison de la requérante – violation.
Lopez Ostra c. Espagne, 9 décembre 1994
- Révocation d'homosexuels servant dans les forces armées à la suite d'une enquête sur leur vie privée – violation.
Smith et Grady c. Royaume-Uni, 27 septembre 1999
- Placement d'enfants dans une communauté dans laquelle certains membres du personnel ont été condamnés pour pédophilie – violation.
Scozzari et Giunta c. Italie, 13 juillet 2000
- Censure systématique de la correspondance d'un détenu par les autorités carcérales – violation.
Messina c. Italie (n° 2), 28 septembre 2000
- Impossibilité pour la requérante, née sous X, de connaître l'identité de sa mère – non-violation.
Odièvre c. France, 13 février 2003
- Perquisition du cabinet d'un avocat – violation.
Roemen et Schmit c. Luxembourg, 25 février 2003
- Nuisances sonores causées par des vols de nuit à l'aéroport d'Heathrow – non-violation.
Hatton et autres c. Royaume-Uni, 8 juillet 2003
- Perquisition des domiciles et lieux de travail de journalistes et saisie de documents – violation.
Ernst et autres c. Belgique, 15 juillet 2003
- Absence de protection contre la publication de photographies prises par des paparazzi – violation.
Von Hannover c. Allemagne, 24 juin 2004
- Défaut des autorités de prendre des mesures pour empêcher des nuisances sonores excessives causées par des discothèques et des bars – violation.
Moreno Gómez c. Espagne, 16 novembre 2004
- Condamnation pour actes sadomasochistes – non-violation.
K.A. et A.D. c. Belgique, 17 février 2005
- Manquement des autorités à prendre des mesures adéquates pour protéger la requérante des effets d'une pollution importante à proximité d'une aciérie – violation.
Fadeïeva c. Russie, 9 juin 2005
- Impossibilité de contester en justice la présomption légale de paternité – violation.
Mizzi c. Malte, 12 janvier 2006

Article 7 pas de peine sans loi

- Condamnation d'anciens hauts dignitaires et d'un ancien garde-frontière de l'ex-RDA, après la réunification, pour leur responsabilité dans le décès d'Allemands de l'Est qui tentaient de fuir à l'Ouest – non-violation.
Streletz, Kessler et Krenz c. Allemagne et K.-H.W. c. Allemagne, 22 mars 2001

Article 8 droit au respect de la vie privée et familiale

- Obligation pour une mère célibataire d'adopter sa fille pour qu'elle puisse bénéficier des mêmes droits successoraux qu'un enfant légitime – violation.
Marckx c. Belgique, 19 juin 1979

Exemples d'arrêts rendus par la Cour

- Interdiction de voyager pour cause d'impôts impayés – violation.
Riener c. Bulgarie, 23 mai 2006
- Insuffisance des mesures prises suite à l'enlèvement international d'un enfant – violation.
Bianchi c. Suisse, 22 juin 2006
- Absence d'étude environnementale préalable et refus de suspendre l'activité d'une usine située près des habitations et générant des émissions toxiques – violation.
Giacomelli c. Italie, 2 novembre 2006
- Refus de procéder à un avortement thérapeutique malgré le risque d'une grave détérioration de la vue de la mère – violation.
Tysiác c. Pologne, 20 mars 2007
- Obligation d'obtenir le consentement du père pour conserver et implanter des ovules fécondés – non-violation.
Evans c. Royaume-Uni, 10 avril 2007
- Refus d'enregistrer le prénom « Axl » alors que d'autres demandes avaient déjà été accueillies – violation.
Johansson c. Finlande, 6 septembre 2007

Article 9 liberté de pensée, de conscience et de religion

- Condamnation d'un Témoin de Jéhovah pour prosélytisme – violation.
Kokkinakis c. Grèce, 25 mai 1993
- Obligation pour les députés de prêter serment sur les Evangiles – violation.
Buscarini et autres c. Saint-Marin, 18 février 1999
- Témoin de Jéhovah se voyant refuser l'accès à un travail en raison de sa condamnation pour avoir refusé d'accomplir son service militaire – violation.
Thlimmenos c. Grèce, 6 avril 2000
- Interdiction de porter le foulard islamique à l'université – non-violation.
Leyla Şahin c. Turquie, 10 novembre 2005
- Licenciement fondé sur des motifs liés aux convictions religieuses – violation.
Ivanova c. Bulgarie, 12 avril 2007

Article 10 liberté d'expression

- Interdiction de publier un article contenant des informations sur des procès en cours relatifs à la tragédie des enfants victimes de la « thalidomide » – violation.
Sunday Times c. Royaume-Uni, 26 avril 1979
- Condamnation d'un journaliste pour avoir diffamé le chancelier fédéral autrichien – violation.
Lingens c. Autriche, 8 juillet 1986

- Interdiction faite à des sociétés de fournir à des femmes enceintes des informations sur les possibilités de se faire avorter à l'étranger – violation.
Open Door et Dublin Well Woman c. Irlande, 29 octobre 1982
- Condamnation d'un journaliste pour avoir permis à un groupe de jeunes de tenir des propos racistes – violation.
Jersild c. Danemark, 23 septembre 1994
- Injonction faite à un journaliste de divulguer ses sources – violation.
Goodwin c. Royaume-Uni, 27 mars 1996
- Condamnation pour recel de photocopies – violation.
Fressoz et Roire c. France, 21 janvier 1999
- Interdiction pour les membres des services de police de se livrer à des activités politiques – non-violation.
Rekvényi c. Hongrie, 20 mai 1999
- Condamnation du directeur et d'un journaliste d'un quotidien pour délit d'offense à l'encontre d'un chef d'Etat étranger – violation.
Colombani et autres c. France, 25 juin 2002

- Amende infligée à un médecin à titre de sanction disciplinaire pour avoir passé outre l'interdiction de faire de la publicité – violation.
Stambuk c. Allemagne, 17 octobre 2002
- Interdiction de la diffusion à la radio d'une annonce à caractère religieux – non-violation.
Murphy c. Irlande, 10 juillet 2003
- Détention d'un journaliste en vue de le contraindre à divulguer ses sources – violation.
Voskuil c. Pays-Bas, 22 novembre 2007
- Perquisitions et saisies au domicile et au bureau d'un journaliste soupçonné de corruption d'un fonctionnaire européen – violation.
Tillack c. Belgique, 27 novembre 2007
- Condamnation d'un journaliste pour la publication d'un document diplomatique stratégique classé confidentiel – non-violation.
Stoll c. Suisse, 10 décembre 2007

Article 11 liberté de réunion et d'association

- Obligation pour les candidats à une charge publique de déclarer leur appartenance à la franc-maçonnerie – violation.
Grande Oriente d'Italia di Palazzo Giustiniani c. Italie, 2 août 2001
- Evacuation par la force d'une église occupée par des étrangers en situation irrégulière – non-violation.
Cisse c. France, 9 avril 2002

- Refus illégal d'autoriser une manifestation et des réunions contre l'homophobie – violation.
Bączkowski et autres c. Pologne, 11 janvier 2006

- Adhésion obligatoire à un syndicat constituant une condition préalable d'embauche – violation.
Sørensen et Rasmussen c. Danemark, 3 mai 2007

Article 12 droit au mariage

- Interdiction temporaire de remariage après un divorce, frappant le conjoint jugé responsable de la désunion – violation.
F. c. Suisse, 18 décembre 1987

- Impossibilité pour des transsexuelles de se marier – violation.
Christine Goodwin c. Royaume-Uni, 11 juillet 2002

- Interdiction du mariage entre un beau-père et sa belle-fille tant que leurs deux ex-conjoints sont en vie – violation.
B. et L. c. Royaume-Uni, 13 septembre 2005

Article 13 droit à un recours effectif

- Manque d'effectivité des recours internes concernant la durée d'une procédure judiciaire – violation.
Sürmeli c. Allemagne, 8 juin 2006

- Absence de recours pour contester la mutation d'un fonctionnaire par le préfet de la région soumise à l'état d'urgence – violation.
Metin Turan c. Turquie, 14 novembre 2006

- Absence de recours permettant à un détenu de contester un refus d'acheminer son courrier – violation.
Frérot c. France, 12 juin 2007

Article 14 interdiction de la discrimination

- Absence ou insuffisance de l'enseignement en français dans des communes d'une région considérée comme étant de « langue néerlandaise » – violation.
Affaire « linguistique belge » c. Belgique, 23 juillet 1968

- Impossibilité pour des étrangers de rejoindre ou de rester avec leurs épouses légalement établies au Royaume-Uni – violation.
Abdulaziz, Cabales et Balkandali c. Royaume-Uni, 28 mai 1985

- Retrait des droits parentaux d'une mère du fait de son appartenance aux Témoins de Jéhovah – violation.
Hoffmann c. Autriche, 29 juin 1993

- Refus d'accorder une allocation d'handicapé à un ressortissant étranger – violation.
Koua Poirrez c. France, 30 septembre 2003

- Interdiction faite à d'anciens agents du KGB de travailler dans divers domaines du secteur privé – violation.
Sidabras et Džiautas c. Lituanie, 27 juillet 2004

- Absence d'enquête effective sur une agression raciste visant un Rom – violation.
Sečić c. Croatie, 31 mai 2007

- Placement d'enfants roms dans des écoles spéciales – violation.
D.H. et autres c. République tchèque, 13 novembre 2007

- Refus d'accorder l'agrément en vue d'une adoption par une homosexuelle vivant en couple avec une femme – violation.
E.B. c. France, 22 janvier 2008

Article 34 requêtes individuelles

- Impossibilité d'accéder à un détenu et à son dossier médical – violation.
Boicenco c. Moldova, 11 juillet 2006

- Intimidation d'un détenu au moyen de pressions illégalement exercées par des fonctionnaires d'Etat – violation.
Popov c. Russie, 13 juillet 2006

- Non-respect de l'indication par la Cour de ne pas extraditer le requérant – violation.
Olaechea Cahuas c. Espagne, 10 août 2006

- Engagement d'une procédure pénale contre un directeur général et décision ordonnant sa mise en détention en vue de dissuader sa société de poursuivre sa requête devant la Cour – violation.
Oferta Plus S.R.L. c. Moldova, 19 décembre 2006

Article 38 examen contradictoire de l'affaire et procédure de règlement amiable

- Refus répété du gouvernement de fournir les documents demandés par la Cour – violation.
Imakaïeva c. Russie, 9 novembre 2006

- Refus du gouvernement de divulguer des documents concernant une enquête en cours sur un enlèvement et un meurtre commis par des militaires ou sur les allégations de harcèlement des requérantes – violation.
Akhmadova et Sadoulaïeva c. Russie, 10 mai 2007

- Refus du gouvernement de divulguer des documents concernant des enquêtes en cours sur la disparition de proches du requérant en Tchétchénie pendant des opérations militaires – violation.
Koukaïev c. Russie et Khamila Issaïeva c. Russie, 15 novembre 2007

Article 1 du Protocole n° 1 protection de la propriété

- Maintien pendant une longue période de permis d'exproprier et d'interdiction de construire – violation.

Sporrong et Lönnroth c. Suède, 23 septembre 1982

- Impossibilité pour la requérante d'accéder à ses biens du fait de l'occupation par l'armée turque de la partie nord de Chypre – violation.

Loizidou c. Turquie, 23 mars 1995

- Propriétaires contraints de permettre la chasse sur leurs terres – violation.

Chassagnou et autres c. France, 29 avril 1999

- Annulation par la Cour suprême de justice d'une décision de justice restituant un bien nationalisé – violation.

Brumarescu c. Roumanie, 28 octobre 1999

- Droit de préemption de l'Etat sur une œuvre d'art achetée plusieurs années auparavant par un intermédiaire sans déclaration officielle adéquate – violation.

Beyeler c. Italie, 5 janvier 2000

- Discrimination légale à l'égard des enfants adultérins quant à l'accès à la succession – violation.

Mazurek c. France, 1er février 2000

- Manquement de l'Etat à son obligation de fournir des biens à titre compensatoire pour des biens immobiliers abandonnés à la fin de la Seconde Guerre mondiale – violation.

Broniowski c. Pologne, 22 juin 2004

- Impossibilité de récupérer son bien ou d'obtenir un loyer suffisant des locataires – violation.

Hutten-Czapska c. Pologne, 19 juin 2006

- Annulation de l'enregistrement d'une marque commerciale – non-violation.

Anheuser-Busch Inc. c. Portugal, 11 janvier 2007

Article 2 du Protocole n° 1 droit à l'instruction

- Exclusion temporaire d'un élève refusant d'accepter les châtiments corporels comme mesure disciplinaire dans une école publique – violation.

Campbell et Cosans c. Royaume-Uni, 25 février 1982

- Refus de dispenser totalement les élèves des écoles primaires publiques de l'enseignement en matière de christianisme, de religion et de philosophie – violation.

Folgerø et autres c. Norvège, 29 juin 2007

- Refus de dispenser du cours obligatoire de culture religieuse et connaissance morale une élève de l'école publique dont la famille adhère à la confession des alévis – violation.

Hasan et Eylem Zengin c. Turquie, 9 octobre 2007

Article 3 du Protocole n° 1 droit à des élections libres

- Exclusion de Gibraltar des élections du Parlement européen – violation.

Matthews c. Royaume-Uni, 18 février 1999

- Exigence de la maîtrise du letton pour se présenter aux élections parlementaires – violation.

Podkolzina c. Lettonie, 9 avril 2002

- Refus d'inscrire le requérant sur les listes électorales en raison de son appartenance à la communauté chypriote turque – violation.

Aziz c. Chypre, 22 juin 2004

- Détenus condamnés privés du droit de vote – violation.

Hirst c. Royaume-Uni (n° 2), 6 octobre 2005

- Interdiction faite à une ancienne dirigeante communiste durant l'ère soviétique de se présenter aux élections législatives – non-violation.

Ždanoka c. Lettonie, 16 mars 2006

- Interdiction faite à un député d'exercer une activité professionnelle – violation.

Lykourazos c. Grèce, 15 juin 2006

Article 2 du Protocole n° 4 liberté de circulation

- Restriction frappant la liberté de circulation des Chypriotes turcs – violation.

Denizci et autres c. Chypre, 23 mai 2001

- Confiscation par un douanier d'un passeport qui n'a été restitué que deux ans plus tard à son titulaire – violation.

Napijalo c. Croatie, 13 novembre 2003

- Inscription arbitraire d'une mention dans le passeport emportant l'impossibilité de quitter le territoire – violation.

Sissanis c. Roumanie, 25 janvier 2007

Article 4 du Protocole n° 4 interdiction des expulsions collectives d'étrangers

- Expulsion collective de ressortissants slovaques d'origine tsigane – violation.

Čonka c. Belgique, 5 février 2002

Charge de travail et productivité

au 01.01.2010

Etat	Requêtes attribuées à une formation judiciaire												
	TOTAL	59-98	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Albanie	381	3	1	4	3	15	17	13	45	52	54	75	99
Allemagne	20209	7029	535	594	717	1024	1009	1536	1592	1601	1485	1572	1515
Andorre	36	3	1	3	2	-	2	1	5	8	4	1	6
Arménie	1223	-	-	-	-	7	67	96	110	98	614	106	125
Autriche	6689	3299	227	244	230	309	322	304	298	344	329	373	410
Azerbaïdjan	2186	-	-	-	-	-	236	151	175	221	708	334	361
Belgique	3443	1914	136	77	108	139	117	126	173	107	124	166	256
Bosnie-Herzégovine	2951	-	-	-	-	5	59	135	209	243	708	971	621
Bulgarie	7318	231	196	301	403	461	515	738	820	748	821	890	1194
Chypre	583	91	17	16	20	47	36	46	66	56	63	66	59
Croatie	5484	34	104	87	116	666	666	698	553	640	557	608	755
Danemark	1210	478	56	56	52	86	75	86	72	68	45	73	63
Espagne	6442	1252	227	284	807	799	454	420	495	361	309	393	641
Estonie	1424	25	29	46	89	89	132	138	165	184	154	169	204
Finlande	3194	606	145	109	106	185	260	244	243	262	269	276	489
France	22296	4937	871	1031	1118	1605	1482	1735	1821	1831	1552	2724	1589
Géorgie	4373	-	-	7	22	29	35	48	72	105	162	1771	2122
Grèce	4006	553	144	123	192	311	355	274	365	371	384	416	518
Hongrie	4409	475	93	163	172	307	332	398	644	423	528	425	449
Irlande	657	259	18	18	16	45	29	32	45	40	45	48	62
Islande	136	62	1	4	3	6	10	6	6	12	9	7	10
Italie	20138	5092	881	865	587	1303	1352	1482	847	931	1350	1824	3624
Lettonie	2089	10	29	79	125	208	133	195	233	268	235	248	326
"L'ex-République yougoslave de Macédoine"	2243	7	16	18	34	90	98	118	229	295	454	395	489
Liechtenstein	63	15	2	3	-	3	3	5	4	1	5	8	14
Lituanie	3046	75	76	183	151	530	362	455	267	204	227	255	261
Luxembourg	406	153	12	15	11	25	21	13	28	32	32	35	29
Malte	135	35	6	3	3	4	4	8	13	16	17	12	14
Moldova	5447	13	33	63	44	245	238	344	594	517	887	1147	1322
Monaco	29	-	-	-	-	-	-	-	1	4	10	5	9
Monténégro	572	-	-	-	-	-	-	-	-	13	134	156	269
Norvège	871	242	20	30	49	48	51	83	58	70	62	79	79
Pays-Bas	5363	1780	206	175	200	317	278	350	410	397	365	385	500
Pologne	39103	1792	692	773	1755	4026	3647	4314	4563	3975	4211	4369	4986
Portugal	2161	535	112	98	140	142	148	114	221	215	133	151	152
République tchèque	9073	340	151	199	367	329	629	1070	1267	2466	808	721	726
Roumanie	29364	472	293	638	542	1955	2160	3218	3103	3310	3171	5242	5260
Royaume-Uni	15278	6197	442	625	479	986	687	744	1003	843	886	1253	1133
Russie	70561	116	971	1322	2104	3986	4728	5824	8069	10132	9497	10146	13666
Saint-Marin	51	24	1	1	4	6	2	-	4	2	1	4	2
Serbie	5506	-	-	-	-	-	1	453	660	595	1154	1067	1576
Slovaquie	4603	324	163	282	343	406	349	403	442	487	347	488	569
Slovénie	5881	98	87	55	206	269	251	271	343	1338	1012	1353	598
Suède	5290	1819	175	233	246	294	262	397	449	371	360	317	367
Suisse	4446	1886	156	187	162	213	161	201	230	282	236	261	471
Turquie	31873	2526	652	734	1058	3861	3546	3670	2488	2328	2830	3706	4474
Ukraine	26955	214	431	727	1057	2820	1857	1533	1869	2482	4502	4770	4693
Total	389197	45016	8408	10475	13843	28201	27178	32490	35369	39349	41850	49861	57157

Charge de travail et productivité

au 01.01.2010

Etat	Requêtes déclarées irrecevables ou rayées du rôle												
	TOTAL	59-98	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Albanie	140	1	2	1	1	3	11	12	17	28	22	15	27
Allemagne	17764	6651	331	642	528	748	462	914	1386	1121	1690	1580	1711
Andorre	27	1	1	1	4	-	1	-	2	9	3	3	2
Arménie	393	-	-	-	-	-	28	24	62	95	44	36	104
Autriche	5581	2670	153	227	208	371	401	253	208	150	272	313	355
Azerbaïdjan	1063	-	-	-	-	-	45	200	120	57	84	253	304
Belgique	2871	1750	29	30	79	124	118	135	192	110	105	98	101
Bosnie-Herzégovine	861	-	-	-	-	-	-	46	71	149	254	245	96
Bulgarie	4279	119	57	93	232	394	293	298	344	832	587	434	596
Chypre	441	66	5	13	14	44	11	2	49	64	27	39	107
Croatie	4343	12	32	81	75	338	349	580	477	352	745	752	550
Danemark	1106	414	57	47	50	40	65	88	86	96	73	56	34
Espagne	5603	1076	130	228	231	1345	377	204	426	284	408	401	493
Estonie	981	20	7	19	24	57	138	70	82	88	127	179	170
Finlande	2660	389	85	125	123	151	97	191	256	187	253	461	342
France	18574	3897	280	626	892	1254	1451	1678	1442	1374	1549	2619	1512
Géorgie	293	-	-	2	3	13	24	17	48	33	40	27	86
Grèce	2680	314	70	99	96	134	171	253	349	237	298	323	336
Hongrie	2830	380	53	67	86	198	293	337	220	302	323	338	233
Irlande	562	222	6	18	24	43	31	16	36	53	40	28	45
Islande	109	44	3	3	6	2	5	6	9	7	6	9	9
Italie	8988	1622	255	277	265	1126	1009	1178	838	580	796	458	584
Lettonie	1469	4	11	24	58	102	152	115	92	75	208	147	481
"L'ex-République yougoslave de Macédoine"	1112	2	9	16	13	16	57	51	62	66	60	330	430
Liechtenstein	44	12	1	3	1	1	3	2	6	-	3	5	7
Lituanie	2620	55	23	72	150	166	199	586	444	169	208	217	331
Luxembourg	325	128	8	25	11	11	28	3	16	17	26	27	25
Malte	95	28	2	7	1	2	-	4	12	10	4	10	15
Moldova	1906	1	6	48	23	31	104	79	302	248	201	477	386
Monaco	24	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	12	10
Monténégro	140	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	135
Norvège	770	195	11	33	54	20	62	44	53	61	70	78	89
Pays-Bas	4570	1495	121	170	218	278	237	339	440	333	335	334	270
Pologne	33669	937	358	741	1411	2469	1702	2344	6465	5816	3966	3825	3635
Portugal	1481	278	22	72	72	108	252	102	117	124	169	75	90
République tchèque	6865	248	61	75	267	437	280	399	420	1264	1080	1569	765
Roumanie	18917	268	33	217	536	508	700	1200	2036	2323	2536	4466	4094
Royaume-Uni	12854	5213	223	466	529	737	863	721	732	963	403	1240	764
Russie	36083	7	348	916	1253	2223	3207	3704	5262	4856	4364	2982	6961
Saint-Marin	35	8	1	3	2	1	2	5	2	3	1	6	1
Serbie	2113	-	-	-	-	-	-	-	384	421	529	335	444
Slovaquie	3045	231	42	102	159	366	277	353	283	130	286	459	357
Slovénie	2475	47	25	37	78	72	62	198	131	226	159	812	628
Suède	4821	1574	102	137	110	350	303	366	391	435	370	409	274
Suisse	3543	1670	94	191	210	182	108	170	178	170	165	157	248
Turquie	15283	538	310	431	510	1763	1665	1246	1698	1076	2606	1475	1965
Ukraine	17050	15	153	394	385	1638	1635	1817	1366	3167	1573	2044	2863
Total	253458	32602	3520	6779	8992	17866	17278	20350	27612	28162	27069	30163	33065

Version provisoire (janvier 2010)

Cour européenne des droits de l'homme
Unité des Relations publiques
Conseil de l'Europe
67075 Strasbourg-Cedex
France

www.echr.coe.int